

RETOUR SUR LA CRISE DE 2008-2009 EN HAUTE-NORMANDIE

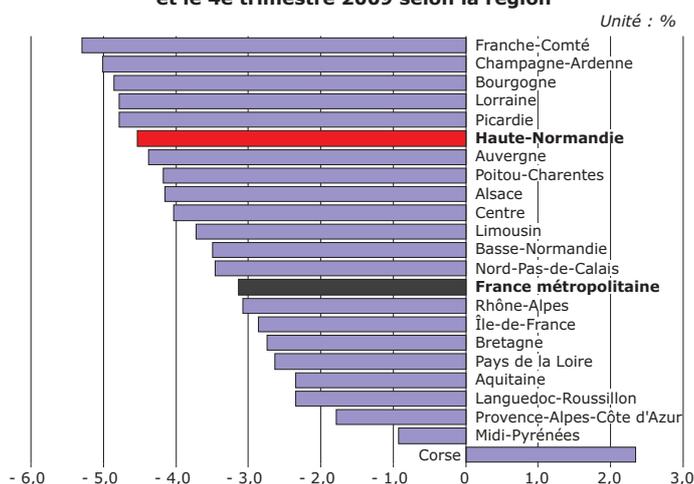
L'emploi résiste en 2008, mais décroche en 2009

La Haute-Normandie a été sévèrement touchée par la crise économique, particulièrement en 2009. Fortement implantée, l'industrie dans la région a connu d'importantes réductions d'effectifs. Le fort recul de l'intérim et le recours massif au chômage partiel ont insuffisamment amorti les conséquences de la récession économique sur l'emploi. L'Eure a été globalement un peu plus touchée que la Seine-Maritime, cette dernière ayant bien résisté dans les activités de services.

Les effets de la crise en France sont variables suivant les économies régionales. Les régions les plus industrielles les ont ressentis le plus durement, en particulier en termes d'évolution de l'emploi salarié. Entre le 4^e trimestre 2007 et le 4^e trimestre 2009, hors secteur agricole et services non marchands, la baisse de l'emploi a atteint 4,5 % en Haute-Normandie (contre 3,1 % en France métropolitaine). La Haute-Normandie se place ainsi sur cette période au 6^e rang des régions de métropole les plus affectées par la crise.

Sur l'ensemble des activités dans les secteurs principalement marchands non agricoles, la décroissance de l'emploi salarié sur la période 2008-2009 a été plus sévère dans le département de l'Eure (- 5,4 %) que dans celui de Seine-Maritime (- 4,2 %). Eu égard à ce critère, le département de l'Eure est le 17^e le plus touché de France métropolitaine, la Seine-Maritime le 35^e.

Évolution de l'emploi salarié entre le 4^e trimestre 2007 et le 4^e trimestre 2009 selon la région



Source : Insee - Estimations d'emploi
Champ : salariés hors secteurs agricole et services non marchands

La Haute-Normandie durement touchée en 2009

Dès les premiers signes de la crise, en Haute-Normandie plus que dans le reste du pays, les entreprises ont réagi en réduisant massivement leurs effectifs intérimaires, et pour certaines presque en totalité fin 2008. Les emplois en contrat plus stable ont alors

Évolution de l'emploi salarié entre le 4e trimestre 2007 et le 4e trimestre 2009

	Nombre d'emplois			Évolution 2007-2008		Évolution 2008-2009		Évolution 2007-2009	
	4e trimestre 2007	4e trimestre 2008	4e trimestre 2009	%	Rang	%	Rang	%	Rang
Haute-Normandie	467 192	461 286	446 016	- 1,3	13	- 3,3	2	- 4,5	6
Eure	129 244	127 148	122 285	- 1,6	40	- 3,8	5	- 5,4	17
Seine-Maritime	337 948	334 138	323 731	- 1,1	58	- 3,1	18	- 4,2	35
France métropolitaine	16 381 111	16 207 206	15 867 223	- 1,1		- 2,1		- 3,1	

Source : Insee - Estimations d'emploi

Champ : salariés hors secteurs agricole et services non marchands.

Note de lecture : la Haute-Normandie est au 6e rang des régions en termes d'importance de baisse d'emplois sur la période 2008-2009. La Seine-Maritime est au 58e rang des départements en termes d'importance de baisse d'emplois en 2008.

globalement assez bien résisté. En 2009, en revanche, l'emploi haut-normand a connu un sévère décrochage, en particulier dans l'industrie. Les postes d'intérimaires ont continué de diminuer, mais à un rythme moindre, alors que les emplois salariés hors intérim ont reculé de 3 %. Plus précisément, ce sont aux deuxième et troisième trimestres de 2009 que les rythmes de dégradation de l'emploi ont été les plus forts. L'année 2009 a ainsi vu la Haute-Normandie perdre, hors secteur agricole et services non marchands, 15 300 emplois salariés, bien plus qu'en 2008 (- 5 900 emplois nets) de même qu'en 1993, année couvrant la précédente récession.

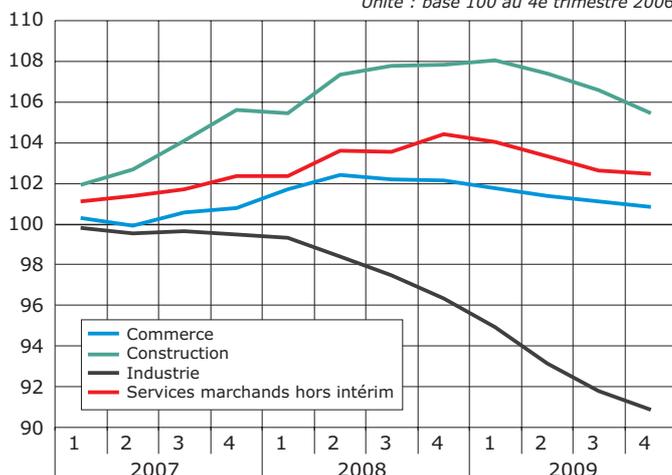
Une chute plus forte de l'emploi industriel et intérimaire

Si sur les deux dernières années, l'emploi salarié s'est maintenu dans les secteurs de la construction, du commerce et des services marchands (hors intérim), la région perd proportionnellement davantage d'emplois qu'ailleurs dans l'industrie et l'intérim.

Fleuron de l'industrie haut-normande, principalement en Seine-Maritime, le secteur automobile est sévèrement touché par la crise et, en particulier, les sous-traitants. Subissant de plein fouet la baisse des commandes de véhicules, confronté aux difficultés d'adaptation à la

Évolution de l'emploi salarié haut-normand hors intérim depuis le 4e trimestre 2006 selon le secteur d'activité

Unité : base 100 au 4e trimestre 2006



Source : Insee - Estimations d'emploi

Champ : salariés hors secteurs agricole et services non marchands

CONTEXTE NATIONAL ET INTERNATIONAL

Avec la crise financière combinée à la récession, l'économie mondiale a été secouée en 2008, autant au sein des pays développés à économie de marché, notamment le G8, qu'en Chine et dans les pays émergents d'Asie.

A l'image de la zone euro dans son ensemble, du Royaume-Uni et du Japon, la France est entrée en récession au 3e trimestre 2008 par une diminution du PIB de - 0,2 % après une baisse de - 0,4 % au trimestre précédent. Les États-Unis ont suivi au 4e trimestre.

En France, l'activité et le marché du travail se sont dégradés dès le début de l'année 2008, avec la réduction de l'intérim et le recours des entreprises au chômage partiel. Au 2e trimestre 2008, l'emploi hors intérim a chuté fortement et le taux de chômage, en baisse quasi-ininterrompue depuis fin 2005, est reparti à la hausse. L'emploi industriel a été le premier affecté et le plus durement. Avec l'explosion de la bulle immobilière, le secteur de la construction a été touché plus tard en fin d'année, de même que les services marchands.

À cause d'un crédit devenu difficile d'accès et rare, l'investissement s'est replié, notamment dans les PME.

La crise a atteint son apogée au 1er trimestre 2009. Dans la plupart des économies avancées, la sortie de récession est perceptible à partir du 3e trimestre 2009 grâce à l'amélioration des conditions financières et aux plans de relance mis en place au cours de l'année 2009.

mondialisation, le secteur affiche des indicateurs dans le rouge : aggravation de la décroissance du chiffre d'affaires en 2009 (- 33,9 % après - 19,5 % en 2008) et poursuite de la chute de l'investissement (- 62,5 % en 2009 après - 82,0 % en 2008). Avec deux années noires, la fabrication de matériels de transport perd 2 400 emplois salariés nets sur la période (- 15,4 %).

Les autres secteurs industriels particulièrement touchés sont ceux de la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines, où le recul de l'emploi salarié s'est aggravé en 2009 (- 9,3 % après - 2,2 % en 2008).

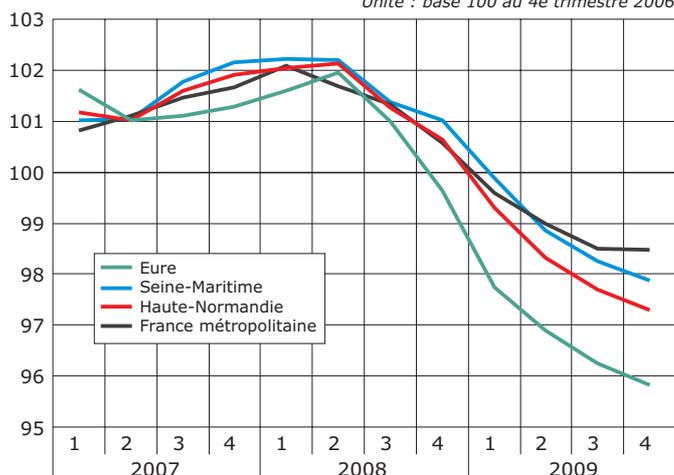
Évolution différenciée des services marchands entre les deux départements

Dans un contexte de crise aiguë de l'immobilier, l'emploi salarié dans le secteur de la construction a plutôt bien résisté. Il s'est maintenu en Seine-Maritime (+ 0,5 % sur 2 ans) et a légèrement reculé dans l'Eure (- 1,9 %), moins qu'au plan national (- 2,8 %). De nombreux ménages ont vraisemblablement annulé ou différé leur projet d'installation, mais les effets sur l'emploi n'ont apparemment pas été ressentis immédiatement. En revanche, l'impact sur l'emploi salarié dans les services immobiliers (agences, etc.) a été beaucoup plus important dans les deux départements (- 14 % en Seine-Maritime et - 16,2 % dans l'Eure).

Dans les services marchands (hors intérim), si l'emploi salarié régional est resté quasi-stable sur la période 2008-2009 (+ 0,1 %), les variations s'opposent entre les deux départements (+ 0,7 % en Seine-Maritime et - 1,6 % dans l'Eure). Certains secteurs d'activité ont bien résisté en Seine-Maritime : celui de l'information et de la communication (+ 5,2 %) et des activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien (+ 5,5 %). Dans le tertiaire eurois en revanche, l'emploi a décliné dans tous les secteurs principaux, en particulier dans celui des transports et de l'entreposage (- 2,3 %).

Évolution indiciaire de l'emploi salarié depuis le 4^e trimestre 2006

Unité : base 100 au 4^e trimestre 2006



Source : Insee - Estimations d'emploi

Champ : salariés hors secteurs agricole et services non marchands

Des structures économiques haut-normandes défavorables en temps de crise

Les structures économiques diffèrent sensiblement d'une région à l'autre, notamment en termes de secteurs d'activité. Certaines économies régionales, en particulier les plus industrielles, peuvent ainsi s'avérer être plus exposées que d'autres à la crise. Avec la Picardie et la Franche-Comté, la Haute-Normandie fait partie des régions pour lesquelles cet "effet de structure" joue le plus défavorablement. Certaines activités, même en ayant connu des baisses d'emploi d'intensité comparable à la tendance nationale, pèsent lourd dans le recul global de l'emploi. Pour la Haute-Normandie, on peut même expliquer la totalité de la baisse de l'emploi (environ - 21 000 salariés nets sur 2008 et 2009 dans les secteurs marchands hors agriculture) par les pertes nettes enregistrées dans l'industrie ou l'intérim. Les différentes activités tertiaires (hors intérim) et la construction connaissent des évolutions qui s'équilibrent.

Cette fragilité de l'emploi due aux structures économiques régionales est *a priori* plus marquée dans le département de l'Eure. En effet, si on isole les quatre secteurs considérés comme "à risque" au plan national (1), leur part dans l'emploi eurois place ce département parmi les 5 premiers de France métropolitaine. Le recul

UNE CRISE PLUS SÉVÈRE QUE LA RÉCESSION DE L'HIVER 1992-1993

La précédente récession économique remonte à l'hiver 1992-1993. Ces deux périodes de récession sont très différentes. En 2008, il s'agit d'un ralentissement mondial de l'économie, alors qu'en 1992-1993, la récession était circonscrite à l'Europe. Plus limitée géographiquement, la récession de 1993 fut également plus brève (deux trimestres de baisse du PIB au lieu de quatre) et la baisse de l'activité moins intense : au plus fort de la récession, le PIB avait baissé de 0,7 point au 1^{er} trimestre 1993 par rapport au trimestre précédent, alors que le PIB recule d'un point et demi deux trimestres consécutifs en 2008/2009. De même, les pertes d'emploi avaient été moins sévères en 1993 qu'en 2008 et 2009.

La dépression de 1993 avait bien sûr été ressentie en Haute-Normandie, mais avec des effets moins forts sur l'emploi qu'au plan national. Les pertes d'emploi dans l'industrie avaient été moins importantes, limitées par le recours au chômage partiel : avec 1 million d'heures autorisées en 1993, on avait alors parlé "d'explosion du chômage partiel" ; en 2009, ce sont 10 millions d'heures qui ont été autorisées...

Dans un contexte international favorable en 1993, les acteurs avaient repris confiance dès le deuxième trimestre avec les premiers indicateurs économiques d'une "sortie de crise". En 2010, la visibilité de l'avenir demeure incertaine malgré les évolutions positives de quelques secteurs d'activité. La remontée de l'emploi intérimaire en Haute-Normandie au second semestre 2009 constitue tout de même un motif tangible d'optimisme.

global des effectifs est en effet plus marqué dans l'Eure qu'en Seine-Maritime (et *a fortiori* qu'en moyenne nationale).

Mais c'est essentiellement sur le volant d'emplois intérimaires (très élevé dans ce département) que l'ajustement des effectifs s'est réalisé : plus de 2 600 emplois nets ont disparu, soit 30 % des postes intérimaires avant le déclenchement de la crise. Les emplois industriels sous contrat plus stable ont, pour leur part, plutôt mieux résisté qu'ailleurs.

Un fort ajustement par l'intérim, surtout en Seine-Maritime

Pratiqué surtout dans l'industrie, le recours à l'intérim est la première "variable d'ajustement" à la baisse d'activité en temps de crise : en 2008 et 2009, 9 600 emplois intérimaires nets ont ainsi disparu dans la région, soit 35 % des effectifs intérimaires de la fin 2007. La quasi-totalité des secteurs économiques a été touché. Dès 2008, l'industrie automobile s'est séparée de l'essentiel de ses intérimaires (- 88 %). Sur 2008 et 2009, d'autres secteurs industriels comme la fabrication de biens d'équipement, le caoutchouc et la plasturgie, la métallurgie, l'industrie chimique, etc, ont également enregistré de fortes baisses de leurs emplois intérimaires, de l'ordre de - 30 % à - 50 %. La construction et les transports ont, eux aussi, réduit leurs effectifs temporaires. L'industrie pharmaceutique fait figure d'exception, son activité ayant certainement bénéficié de la production des vaccins contre la grippe A.

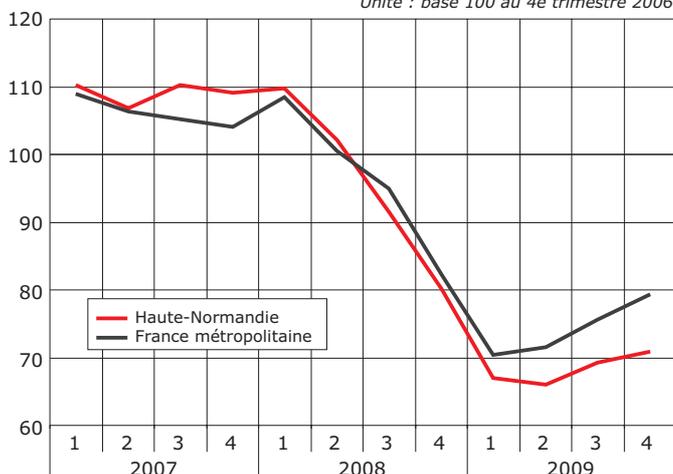
(1) Il s'agit des secteurs d'activité ayant connu, en proportion, les plus fortes diminutions d'emploi au plan national, à savoir quelques secteurs industriels, dont la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, de machines..., la fabrication de matériels de transport, ainsi que les activités immobilières et l'intérim.

La flexibilité par la suppression d'emplois intérimaires a été un peu plus utilisée en Seine-Maritime que dans l'Eure, mais le recul de l'emploi industriel y a tout de même été plus marqué.

Le recul des effectifs intérimaires y a été encore plus fort : - 37 %, soit 7 000 postes nets supprimés (pesant pour moitié dans la diminution globale des effectifs salariés dans les secteurs marchands hors agriculture). Toutefois, aussi important qu'il ait été, ce fort ajustement par l'intérim n'a pas permis cette fois de préserver mieux qu'ailleurs les postes sous contrat plus stable. Les reculs d'effectifs salariés dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines (- 13 %) et dans la fabrication de matériels de transport (- 18 %) ont été plus sévères que dans l'Eure ou qu'au plan national.

Évolution indiciaire de l'emploi salarié intérimaire depuis le 4e trimestre 2006

Unité : base 100 au 4e trimestre 2006



Source : Insee - Estimations d'emploi

Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Un autre instrument d'ajustement : le recours au chômage partiel

Le recours au chômage partiel a été largement utilisé par les entreprises à partir de la fin 2008. Plus de 10 millions d'heures chômées ont été accordées au cours de l'année 2009, soit presque dix fois plus qu'en 2008. Ce volume d'heures non travaillées correspond à environ 6 000 emplois en équivalent temps plein ou 1,4 % de l'emploi salarié concurrentiel non agricole haut-normand. L'industrie automobile est le principal secteur utilisateur : les 2,4 millions d'heures chômées du secteur représentent 1 500 années de travail, soit l'équivalent du neuvième des emplois. Les industries des produits métalliques, du caoutchouc-matériaux plastiques et du verre ont, elles aussi, fortement recouru au chômage partiel : environ 1 million d'heures pour chacune d'entre elles en 2009. Les difficultés de l'industrie verrière ont malgré cela été fortement ressenties sur le marché de l'emploi de la Vallée de la Bresle.

QUELLES TENDANCES POUR 2010 AU PLAN NATIONAL ?

En France, la croissance du PIB serait modérée (+ 0,2 % au 1er trimestre 2010 puis + 0,3 % au 2e trimestre).

L'activité dans les services serait peu soutenue, la production manufacturière croîtrait à un rythme moins élevé au 1er semestre, affaiblie par le contrecoup de la prime à la casse.

Le secteur de la construction se contracterait de nouveau au 1er trimestre (- 1,7 %) et rebondirait légèrement au 2e trimestre (+ 0,2 %) : la vague de froid durant l'hiver pèserait sur le secteur des travaux publics puis la soutiendrait par contrecoup ensuite. Dans le logement neuf, la stabilisation des mises en chantier augure d'une baisse moins marquée de l'activité.

L'investissement dans les entreprises devrait encore baisser au 1er trimestre mais pourrait reprendre très modérément au 2e trimestre.

La reprise de l'activité se prolongeant, à un rythme très modeste cependant, la baisse de l'emploi tendrait à s'estomper dans les secteurs marchands non agricoles (- 80 000 emplois au 1er semestre 2010).

Dans les secteurs non marchands, l'emploi se stabiliserait en raison de la baisse du nombre de bénéficiaires de contrats aidés.

L'atténuation de la hausse du chômage devrait se prolonger. Le taux de chômage atteindrait 9,8 % de la population active en France métropolitaine au 2e trimestre 2010 (10,2 % en France y compris les DOM).

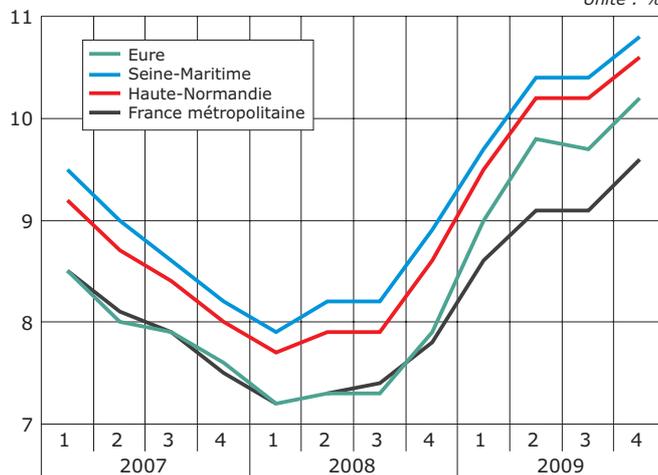
Une aggravation du chômage plus prononcée qu'ailleurs

L'écart entre le taux de chômage régional et celui de la France métropolitaine avait tendance à s'estomper depuis plusieurs années, avant le déclenchement de la crise. Les pertes nettes d'emploi plus importantes en Haute-Normandie ont conduit cet écart à se creuser de nouveau à partir du 4e trimestre 2008. Sur les deux années de crise, le taux de chômage a crû de 2,6 points en Haute-Normandie contre 2,1 en moyenne nationale. S'établissant à 10,6 % de la population active à la fin 2009, le taux régional dépasse d'un point le taux national (0,5 point fin 2007).

L'aggravation est la même dans les deux départements. En Seine-Maritime, plus affectée, particulièrement sur sa façade maritime, le taux s'élève à 10,8 % au dernier trimestre 2009. Le département de l'Eure a surtout souffert à partir de début 2009 : avoisinant le taux de la France métropolitaine pendant les années 2007-2008,

Évolution du taux de chômage trimestriel localisé depuis le 1er trimestre 2007

Unité : %



Source : Insee - Estimations du taux de chômage

son taux de chômage s'est brutalement relevé ensuite pour atteindre 10,2 % au 4e trimestre 2009.

La remontée du chômage a touché toutes les catégories d'actifs, mais plus particulièrement les hommes, davantage concernés par les pertes d'emplois industriels ou intérimaires.

La Vallée de la Bresle particulièrement touchée

La dégradation économique a été plus forte qu'au plan national dans toutes les zones d'emploi de la Haute-Normandie, sauf dans le Pays de Bray. La grande majorité d'entre elles ont en effet connu une augmentation de leur taux de chômage de 2,5 à 3 points entre la fin 2007 et la fin 2009. Mais trois zones ont plus particulièrement souffert : Verneuil-sur-Avre, dont l'appareil productif industriel est fortement caractérisé par la métallurgie et la transformation des métaux ; Gisors par la chimie, le caoutchouc et plastiques et surtout la Vallée de la Bresle, spécialisée dans le traitement du verre. Avec une croissance du taux de chômage de plus de 4 points en 2008-2009, la Vallée de la Bresle figure parmi les cinq zones d'emploi de métropole (sur un ensemble de 348) les plus touchées par la hausse du taux de chômage □

Bruno BLAZÉVIC
Jérôme FOLLIN

Taux de chômage au 4e trimestre 2009 et écart en points par rapport au 4e trimestre 2007

